

Les 5 et 6 février 2020, le centre de formation de la FSU a proposé deux journées d'information, de réflexion et de débats sur le thème « transition écologique et syndicalisme » ; cette formation a fait le plein, et a permis des échanges intéressants, notamment sur le rôle des syndicats et de leurs militants face à l'urgence climatique...

La première intervention était celle de Luc Abbadie, professeur d'écologie à la Sorbonne , dirige institut (transdisciplinaire) de la transition environnementale Sorbonne université :

### Une vision écologique de l'urgence écologique :

**L'écologie comme science** a plus d'un siècle, elle a été instituée dans le monde anglosaxon ; elle consiste à établir le lien entre les êtres vivants et le monde physicochimique, et à quantifier ces interactions.

**La biodiversité** c'est la "variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie ; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes." (article 2 de la Convention sur la diversité biologique, adoptée le 22 mai 1992 et ouverte à la signature des Etats lors de la Conférence de Rio le 5 juin 1992, entrée en vigueur le 29 décembre 1993)

D'où vient **cette diversification incessante** ? Du besoin de se reproduire, se nourrir, s'entretenir, ce qui nécessite de l'énergie ; donc si 2 espèces se trouvent en situation de compétition, leur nourriture se diversifie par spécialisation (ex. de 2 sitelles -oiseaux-, qui mangent la même chose quand elles ne vivent pas sur un même territoire et qui diversifient leur alimentation quand elles sont sur un même territoire, ou ex. du pinson des Galapagos, espèce apparue il y a 300 M. d'années, aujourd'hui on en compte 14, la première n'existant plus en tant que telle, observation de Darwin).

**Un écosystème**, c'est un réseau de chaîne alimentaire, un système complexe d'éléments en interaction (compétition, mutualisme, parasitisme etc.) les uns avec les autres.

Un exemple : les conséquences de la surpêche en Alaska : elle entraîne une diminution du nombre de gros poissons, donc les phoques manquent de nourriture, leur nombre diminue donc les orques manquent de proies, se rabattent sur les loutres de mer, il y a alors une prolifération d'oursins qui mangent les algues, ce qui entraîne une diminution du couvert végétal, et alors s'instaure un déséquilibre... La pêche n'affecte donc pas que les poissons.

Or on a constaté que plus on a d'espèces dans un biotope, mieux il résiste en cas de problème ; on appelle cela **l'hypothèse de l'assurance biologique**, car il y a toujours une espèce adaptée à un événement qui peut survenir.

Ainsi quand on fait une action, on agit sur quantité de phénomènes qu'on ignore (effets collatéraux) et dont les conséquences sont difficiles à prévoir, d'où la quasi impossibilité du retour en arrière (cf sécheresse en Australie, après de tels feux, impossibilité de remonter la pente parce que trop d'espèces ont disparu pour rétablir un équilibre forestier).

### Diversification, spécialisation, extinction :

Actuellement on répertorie 1, 8 Million d'espèces (la vérité doit tourner autour de 8 ou 10 M., mais on est loin de tout connaître).

Dans l'histoire de la planète, il y a eu environ 60 crises d'**extinctions**, 5 majeures dont la disparition des dinosaures, et au permien, celle d'environ 90 % des espèces ; pour remonter la pente, il a fallu 100 M. d'années !

Selon le rapport de l'IPBES (Fondation pour la recherche sur la biodiversité), on observe des extinctions depuis 1500, mais le phénomène s'accélère depuis le XXe s.

Ex. des oiseaux en France : - 1 % / an (en nombre d'individus), idem pour les chauves souris – 30 % en 10 ans ; les insectes (cf Allemagne) : - 78 % dans prairies depuis 2008, -35 % en termes d'espèces, en milieux protégés ou ouverts. Le nombre des abeilles diminue de façon dramatique. Il s'agit d'**un effondrement du vivant** comme jamais auparavant.

Le cycle extinction / apparition, ou disparition / transformation, est aujourd'hui en déséquilibre, parce que le phénomène est beaucoup trop rapide.

**Les causes des extinctions** : la surexploitation, le changement climatique (3<sup>e</sup> cause), les espèces invasives, la pollution.

Aujourd'hui dans certains milieux on utilise l'expression de **services écosystémiques**, bénéfiques que les humains tirent des caractéristiques et du fonctionnement des systèmes et de la biodiversité : c'est une vision utilitariste de la nature (exploitation des ressources, y compris culturelles).

**Enjeux agricoles** : il reste 28 % de milieux naturels sur la terre (hors glace) : forêts, rochers, prairies... 49 % des terres sont consacrées à l'alimentation des humains.

Par ailleurs, l'extension des villes, la construction d'axes de transports sont responsables de la consommation de 1,4 % du territoire /an (artificialisation).

En conséquence, il reste moins d'habitats pour la biodiversité.

Plus un habitat est petit, plus le taux d'extinction est élevé ; plus un habitat est isolé, plus le nombre d'espèces est faible ; il faut garantir la communication entre les écosystèmes.

Asie : 80 % des terres consacrées à la consommation humaine, Europe env. 70 %

Poids des êtres vivants : surtout végétaux, bactéries, animaux (surtout invertébrés), mais il y a 14 X plus d'animaux d'élevage que de mammifères sauvages, et 8 X plus d'humains que de mammifères.

Après guerre, les agriculteurs ont fait ce qu'on leur a demandé : produire beaucoup de nourriture (en vue de l'indépendance alimentaire), et pas chère. Mais aujourd'hui on ne peut pas laisser reposer le poids du changement uniquement sur eux. Ils rencontrent des problèmes de rémunération, de distribution de leurs productions.

**Le bilan de l'agriculture française** est positif à l'export : bénéficiaire de 12 milliards. La France est en situation d'autonomie alimentaire totale, la Grande Bretagne, 60 %, Chine est en baisse permanente (d'où achat de terres en Afrique etc.).

Selon la FAO (Food and Agriculture Organization), d'ici à 2050, la production va augmenter d'environ 50 % à cause de l'augmentation de la population, des changements de régime alimentaire (consommation de viande). Ceci entraînera une tension folle sur la biodiversité.

17 % des émissions gaz à effet de serre sont liés à l'agriculture en Europe, 25 % si on considère le monde entier.

**Le CO 2** se retrouve pour 1/3 dans les océans, 1/3 dans l'atmosphère, 1/3 en fixation prairies / forêts. La fertilisation (engrais) a multiplié par 3 l'azote dans le sol (nitrates) avec des conséquences sur l'eau (nappes phréatiques, rivières).

Quant aux phosphates (engrais), on les importe en France (Maroc, Chine...), et les ressources sont limitées (en gros 80 ans de réserves). Une des conséquences de leur utilisation est l'eutrophisation des eaux douces, la présence d'algues vertes sur les côtes.

**Le changement climatique** : en France déjà + 2°, dans les hautes latitudes prévisibles, + 8 ° !

Les causes : l'énergie, l'agriculture...

Si la température augmente de 4 °, on aura un déplacement des zones climatiques de + de 600 Km, Paris aura le climat de Madrid en 2100 ; déplacement du hêtre vers le Nord avec son écosystème. Mais certaines espèces ne pourront pas suivre, donc on pense à **une migration assistée**. On se

retrouvera confrontés à une grande pagaille dans les écosystèmes, tous les éléments ne se déplaçant pas à la même vitesse.

Cette grande migration est déjà visible dans les océans : changements d'aire de répartition des espèces. Autre ex. : la taïga (forêt) avance sur la toundra, diminution du manteau neigeux, donc réchauffement.

**Il existe des solutions** : création de zones protégées, transformation de l'agriculture (agroécologie), modification des sources d'énergie....

Mélange d'arbres et de plantations (racines = « véhicules à phosphores et minéraux »).

Dans l'agriculture, diminution de la taille des champs, aller vers la suppression des herbicides, et pesticides, lutter contre l'intensification. Comment faire ? Contre les parasites, engager la lutte biologique p.ex. sur pucerons, diversifier les paysages (haies, zones non cultivées, champs divers).

Planter des variétés résistantes aux pathogènes, diversifier les forêts, on a constaté qu'au-delà de 30 espèces, les pathogènes diminuent (incapables de « circuler » alors qu'avec peu de diversification ils se répandent facilement).

**Le changement climatique est déjà irréversible pour des milliers d'années**, ce sera drastique et définitif : davantage de canicules, plutôt en ville, qu'en périphérie ou en zones rurales.

**Les solutions** : en ville, présence d'eau dans les rues, bâtiments peints en blanc, éviter le noir (bitume) contre l'effet chaleur, plantation d'arbres (peut faire une différence de 2 à 4° selon les heures), toits et murs végétalisés (climatiseurs naturels et retenues d'eau). L'action indispensable doit se faire sur plusieurs niveaux à la fois.

Pour conclure, **les solutions doivent être sociales et politiques face aux catastrophes** ; gérer le défi énergétique et alimentaire, réfléchir en termes de systèmes en interaction : c'est encore gérable.

Cela pose aussi la question de la culture générale : on pourrait introduire dans tout cursus universitaire p. ex. 20 H de philosophie 20 H d'économie 20 H sur le changement climatique. L'enjeu est celui de la viabilité de la planète, déjà sérieusement atteinte (toute décision devrait être prise au regard de ces questions). Il s'agira d'**envisager une décroissance des flux matériels** (comment peut-on s'enthousiasmer pour un SUV... électrique? - envisager un rationnement pour le taux de carbone) et d'« embarquer » tout le monde : élaboration collective, équité, solidarité. L'organisation territoriale sera à revoir (équilibre villes, périphérie, campagne..).

On peut relever **des signes positifs** : la mobilisation de la jeunesse (mais ressentiment intergénérationnel) qui montre une vraie conscience politique, et des avancées, p. ex. les rivières moussaient il y a 20 ans, mais avec la création des bassins versants, du principe « pollueurs payeurs », il y a eu des progrès: actuellement 30 espèces de poissons à Paris, contre 8 il y a quelques années.

**Maxime Combes, économiste, porte parole d'ATTAC, militant de la cause écologiste assure la deuxième communication :**

**Le changement climatique est très rapide** : à l'échelle d'une ou 2 générations, le bilan est plus catastrophique qu'annoncé.

On continue tout de même à investir dans **les énergies fossiles** : avant 2015 : 750 Milliards de dollars dans les énergies fossiles / 250 dans le renouvelable, après 2015, 800 Milliards dans fossiles, 300 dans renouvelables !

Structurellement le secteur des énergies fossiles ne peut pas tout seul sortir de ce système : poids des actionnaires, place des énergies fossiles dans mix énergétique encore 80 à 90 % (cf Pouyanné, PDG de Total).

C'est le système financier / boursier qui commande, sous « peine de krach boursier ».

**Les 3 moteurs du capitalisme :**

- la croissance économique
- l'accroissement du commerce mondial

- la financiarisation de l'écologie ce qui complique la « transition énergétique »

30 à 40 % de nos émissions de Gaz à Effet de Serre se retrouvent dans les produits que nous importons, et sont donc « invisibles » et non comptabilisés dans nos émissions.

Différents accords internationaux sont antinomiques avec lutte contre réchauffement : à titre d'ex. Ontario ferme ses centrales au charbon, et apporte un soutien aux énergies renouvelables (employés et matériaux de la province, entreprises locales), mais l'Europe et l'Asie ont porté l'affaire devant la juridiction du commerce (règlements des différends du commerce et de l'investissement -l'OMC étant bloquée par Trump, tribunaux arbitraux), Ontario et Canada ont été condamnés pour discrimination dans les marchés. Ces traités empêchent donc la relocalisation.

### **PIB et Gaz à Effet de Serre :**

augmentation du PIB d'1 point = 0,7 point de GES

réduction d'1 point du PIB = réduction GES de 0,4 point

Il paraît évident que toute politique doit être jugée à l'aune de l'augmentation des GES, et disqualifiée si elle entraîne une augmentation.

**Les réponses** vont du développement des Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne à l'engagement dans Stop TAFTA, et la mise en place politiques de relocalisation massive en-dehors du système commercial.

### **Ensuite c'était le tour de Clémence Dubois, pour l'ONG 350.org.**

#### **Quelle dynamique des mouvements climatiques et environnementaux ? Quelle stratégie ?**

L'organisation 350.org (explication : 350 ppm est le taux acceptable de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère) est née à l'initiative d'étudiants américains avec leur professeur Bill Mc Kibben (auteur du 1<sup>er</sup> livre sur le dérèglement climatique en 1989) ; l'idée de départ est celle d'**actions stratégiques en réseau mondial**.

Tout dépassement du budget carbone se traduit par des « souffrances indicibles » selon l'ONU.

#### **Il faut d'urgence repenser notre manière d'être au monde. Gagner lentement la bataille climatique équivaut à la perdre.**

Les Institutions pensent à « comment faire mieux ce qu'on faisait hier », alors qu'**il faut changer radicalement**. Dans les années 1970 création d'une « culture climatosceptique » pour cacher les problèmes. La seule réponse, c'est de **définir un projet politique** pour reprendre la main sur les institutions.

Pour justifier la poursuite et l'accroissement de ses activités, Total avance le fait qu'il y a une demande chez tous les peuples pour l'accès à l'énergie pas chère pendant la transition ( cette entreprise voulait implanter une unité de recherche à Polytechnique).

**On peut agir :** Chacun.e a une sphère d'influence où agir, démultiplier son impact. Exprimer des demandes claires, repolitiser, défendre un projet politique, contribuer à l'élaborer.

P. ex. la campagne de désinvestissement des énergies fossiles : des petits groupes dans les universités US demandent de cesser d'investir dans l'industrie fossile. 1550 institutions ont accepté (Université de Californie, fonds de pension de Californie, églises etc.).

Le « Guardian » (quotidien anglais) n'accepte plus de publicité pour les industries fossiles ; en France, campagne envers la Caisse des dépôts et consignation, qui investit dans 12 nouveaux projets fossiles. L'entreprise a désinvesti du charbon, mais il reste la question du pétrole et du gaz (cf livret développement durable- peu de transparence sur les placements).

Actions de résistance contre le TAP (gazoduc, au Sud de l'Italie).

Non coopération et résistance : blocage d'une mine de charbon en Allemagne « Gelände » (cf <https://www.ende-gelaende.org/fr/> et <https://350.org/fr/ende-gelände-a-commence/>). Lutte contre le terminal Gaz Naturel Liquéfié de Götteborg, et contre l'exploitation du gaz de schiste en Angleterre.

**Pour rendre l'action plus forte :** soutenir les COP (Conférence des Parties) en exigeant davantage ; créer et utiliser des espaces en ligne avec des outils de démocratie interne ; établir des rapports avec les organisations politiques p. ex. Verts européens sur la question du désinvestissement des énergies fossiles, PCF sur la question du contenu livret épargne durable avec proposition de loi.

Créer des liens avec les zadistes, même si on ne partage pas forcément leur mode de vie.

Cette bataille culturelle peut être gagnée et elle est peut être même en voie d'être gagnée.

**Comment outiller les gens pour se mobiliser ? Que faire ?** P. ex. une action de « Extinction Rébellion » au Royaume Uni a été de pousser « Greenpeace » à proposer plus d'actions.

Créer des connexions entre divers mouvements (cf gilets jaunes, mouvements sociaux, classes populaires).

## **Le syndicalisme et les questions environnementales :**

### **Pour la FSU : Julien Rivoire**

Publication d'une tribune signée par 4 syndicats + Greenpeace pour la justice sociale et le climat.

Depuis 2009, travail commun avec ATTAC.

Dans les mandats, des propositions systémiques : on pourrait **créer un million d'emplois** pour la lutte contre le dérèglement climatique et la transition énergétique, **réfléchir à la décroissance matérielle, nationaliser** (eau...), **envisager la gratuité des transports** ? Cela pose aussi la question de la santé, il y a des enjeux pour l'éducation et la recherche, les conditions de travail (canicule : faut-il fermer les services, climatiser, alléger les horaires ?).

Problème de la structuration syndicale (plutôt pyramidale, alors que la plupart des luttes écologistes sont locales et problème de la construction de la double besogne : social (temps court), écologiste (temps plus long).

### **Philippe André, pour Sud énergie, hydrologue, climatologue chez EDF**

Comme hydrologue, se retrouve en 1ère ligne de la catastrophe ; **il faut un syndicalisme rouge et vert** ; lutter contre la mise en concurrence des barrages hydroélectriques, donc avoir le souci de la gestion de l'eau : les concessions sont de plus en plus courtes (conséquence : recherches de bénéfices à court terme) ; problème de l'entretien et risques majeurs (p. ex. près de grandes villes comme Grenoble, Lyon). Chaque barrage est unique, donc il faut de l'expertise. **99 % de l'électricité dans le monde est « stockée » dans des barrages.**

Total s'est montré intéressé par les barrages (le lendemain de la démission de Hulot!), « China 3 gorges » ont fait une OPA sur les barrages portugais. Il faut maintenir ces structures dans le service public et sauver l'ensemble du système électrique : production, transport, consommation (cf le projet Hercule qui va à l'encontre de cela).

Rôle important de l'éducation populaire (conférence, projections, débats).

### **Pour la CGT : Marie Buisson, professeure de lettres / histoire en Lycée Professionnel**

A la CGT, création d'une commission « environnement » devant le constat d'une urgence environnementale et sociale. **Les bouleversements renforceront les inégalités, et entraîneront un flux de réfugiés.**

Ces préoccupations sont devenues primordiales, cf mobilisation de la jeunesse, c'est un mouvement de fond. Selon un sondage (Harris septembre 2019) : 72 % des sondés sont préoccupés par les questions environnementales, 50 % envisagent un changement de comportement. Ces problèmes émergent dans les structures territoriales, interpro...

**Le lien entre préoccupation sociale et environnementale est sensible :** lors de la reprise de papeterie Chapelle d'Arblay, ou thé Fralib, quand les travailleurs reprennent en main l'entreprise, ils prennent en compte le traitement des déchets, des modes de transport (ferroviaire, fluvial), recyclage. Défense du train des fruits et légumes Perpignan – Rungis.

Il apparaît nécessaire de travailler avec les ONG.

Mais il s'agit de transformer durablement la société dans laquelle on vit, avec des perspectives d'amélioration de la vie quotidienne.

**Pour la Confédération Paysanne : Damien Houdebine**

**Les phénomènes climatiques ont des conséquences directes sur les fermes :** sécheresse, grêle, excès d'humidité. La Confédération Paysanne a créé un groupe spécifique de réflexion sur le climat, avec des projets sur la biodiversité. **Il faut un scénario agroécologique européen :** réduction de l'élevage, retour à l'élevage mixte : lait, viande... car les modèles actuels et subventionnés sont dépassés.

Il faut arrêter l'usage des pesticides, les remplacer par des préparations naturelles. Plan écophyto : les fermes test ont montré qu'on peut réduire les pesticides à budget constant. Objectif : réduire de 50 % d'ici à 2025.

Il n'existe malheureusement pas de travaux de la recherche publique sur la sélection des semences pour l'adaptation au climat.

En ce qui concerne la production d'énergie, aller vers la méthanisation, les centrales solaires.

Se pose aussi la question d'**une juste rémunération des agriculteurs**, celle de la transmission des fermes, de l'autonomie, de la solidarité, et de la qualité des productions.

Dans les accords de libre échange, la réforme de la PAC 2023 – 2030, on en restera aux aides surfaciques, comme actuellement.

Il existe une convention entre la FNSEA et le Ministère de l'intérieur pour surveiller ce qui se passe dans fermes comme actions citoyennes.

Notre projet est un projet pacifique (Cf marche revendicative de paysans en Inde).

**Différents éléments sont sortis du débat...**

Pour le déplacement des agents de la Fonction Publique: aide au vélo et trottinette, voitures plus propres

**Question des canicules et organisation du travail:** demander des réunions des CHSCT en mars – avril, en prévision de la période chaude.

**Que faire avec métiers qui doivent disparaître ?** Cf vidéos de Arthur Keller sur Youtube

Il faut répondre à l'angoisse des salariés qui sont concernés. Notion d'« **horizon désirable** », construire un imaginaire, ne pas se contenter d'une simple succession de mesures.

Nos syndicats doivent intégrer la question sociale, et celle des modes de vie, et trouver des revendications engagées rapidement, pour application par les politiques. Il faut toujours les lier au partage du temps de travail et des richesses, bref de la justice sociale.

Quelle société bas carbone ? Plus d'éducation, plus de soins, plus de lien et moins de biens...

**La transition doit se faire avec les personnels :** des temps de formation et de conversion, d'où une nécessaire approche locale transversale pour mêler les expériences. Certes les grilles de lecture sont bousculées, on attendait ce changement, voire la révolution par les mobilisations sociales, or ce sont aussi des mobilisations environnementales, il faut en tirer une force. Cette mobilisation est radicale (revenir aux racines).

**La convention citoyenne** est une entourloupe, mais il faudra regarder ce qui va en être tiré fin avril, ce qui va se passer, et se saisir des propositions qui seront « filtrées ».

Construire une pensée syndicale cohérente avec tous ces problèmes. Problème d'articulation des mandats : jours où on fait de l'écologie, jours où on fait autre chose. Il manque un outil, un grand

collectif large, avec des syndicats, des organisations écologistes (cf retraites, droits des femmes) pour peser réellement et devenir un acteur majeur. Cf scénario de Negawatt.

Question de l'emploi dans les industries polluantes, dans les métiers impactant l'écologie (p.ex. l'aménagement des routes) : rôle important des professeurs en LP, en IUT, provoquer la réflexion sans passer pour des donneurs de leçons, ne pas heurter la « culture ouvrière ». Lors de réunions locales, élaborer une plateforme puis s'adresser aux mouvements écologistes, et de jeunesse. Evoquer la perspective pour un million d'emplois dans le cadre de la transition écologique.

### **Intervention de Valérie Sipahimalani pour le SNES FSU**

Evocation du Collectif Français pour l'Education à l'Environnement vers un Développement Durable (cf bas de page)

**L'éducation doit être le coeur de cette transformation** : différents leviers sont utilisables :

- à l'échelle nationale, formation scientifique et citoyenne des jeunes : elle existe déjà dans les programmes : climat, ressources ; commande du ministère pour l'éducation au développement durable, écodélégués depuis septembre 2019 : prescriptions officielles de ruches, de végétaliser les toits, éteindre lumière en quittant classes ! Tout cela est bien sûr largement insuffisant et ressemble à du « greenwashing ». Récupération par le Ministère Blanquer des grèves des jeunes, injonction pour comprendre les enjeux Développement Durable...

- au niveau des collectivités territoriales : responsabilité du bâti, des cantines, gestion des déchets, transports – l'obtention de la labellisation « Ecole Développement Durable », repose sur engagement (bien sûr gratuit) des équipes, l'institution en fait des vitrines...

### **Quelle intervention syndicale ?**

En SVT, injonction d'enseigner les services écosystémiques (cf plus haut), alors que la notion n'est pas stable, qu'il n'existe pas de formation...

Il faut donc améliorer les programmes, surveiller ce qui y rentre. Notre expertise reste à construire. Le verdissement des programmes, s'il ne prend pas sens dans la société, se limite à un pur gadget, n'est pas un point d'appui en terme de politique.

Dans les programmes, même problème au sujet des énergies fossiles, on ne parle pas du lien avec les enjeux climatiques, et le professeur est censé rester neutre, donc il est difficile de s'engager.

### **Intervention du SNETAP FSU (enseignement agricole)**

2/3 des formations agricoles se font dans le privé (« maisons familiales et rurales », apprentissage mais non défrayé !), 1/3 dans le public : l'objectif devrait être d'**enseigner à produire autrement**.

**Les lobbies** sont très puissants au sein du Ministère de l'Agriculture : FNSEA, industriels... Ce sont des obstacles au nécessaire changement..

En préparation de la loi « Liberté de choisir son avenir professionnel » (loi Pénicaud du 1<sup>er</sup> août 2018) sont seuls présents les industriels et branches professionnelles qui construiront les contenus et les diplômes (et pas les enseignants).

Projet d'un plaidoyer pour l'agroécologie dans les programmes scolaires avec l'Institut de Recherches de la FSU.

### **Pour trouver des informations complémentaires**

<http://institut.fsu.fr/Crise-climatique-de-COP-en-COP-le-cataclysme-se-rapproche.html>

Conférence d'Arthur Keller : risque d'effondrement: que faire ? <https://www.youtube.com/watch?v=5eAAEtDJa0s>

Le scénario de Negawatt : réussir la transition énergétique : <https://www.negawatt.org/Scenario-negaWatt-2017-2050>

site du Collectif Français pour l'Education à l'Environnement vers un Développement Durable: <http://www.cfeedd.org/papyrus.php>

consultation des dossiers thématiques du SNE FSU : <https://snfsu.org/?-Dossiers-thematiques->

Marie Monique ROBIN : « les moissons du futur » : <https://vimeo.com/114861470>

Lire Hervé KEMPF : cf <https://hervekempf.net/> et « Comment les riches détruisent la planète » (Seuil, 2007)

<http://www.sudenergie.org/site/barrages/>

« N'attendons pas la fin du monde ». Christian Laval et Francis Vergne, Institut de Recherches de la FSU, novembre 2019

Se reporter aussi au dossier de la revue « Pour » de la FSU de septembre 2019 : [fsu.fr/wp-content/uploads/2019/10/pour\\_218\\_pdf\\_bd.pdf](http://fsu.fr/wp-content/uploads/2019/10/pour_218_pdf_bd.pdf)